

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Pas que je sache, monsieur l'Orateur, mais je vais y songer.

M. Bell: Vu que le gouvernement fédéral pourrait être mêlé à toutes sortes de questions qui pourraient surgir et que le manque d'intérêt pourrait être mal interprété, le premier ministre suppléant voudrait-il étudier la chose de près et même téléphoner au premier ministre, dans l'Ouest?

L'hon. M. Sharp: Je remercie le député de cette suggestion.

LA SOUVERAINETÉ

LE PROJET MANHATTAN—LES OBSERVATIONS DU PREMIER MINISTRE

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le premier ministre suppléant. Je voudrais lui demander si le premier ministre voulait laisser sous-entendre quelque chose quand il a parlé à la télévision hier soir du projet Manhattan mis en œuvre dans le Nord canadien.

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): J'ai écouté les remarques du premier ministre et, à titre de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, je suis entièrement d'accord avec ce qu'il a dit.

M. MacInnis: Cela a-t-il quelque rapport avec la souveraineté du Canada dans le Nord?

L'hon. M. Sharp: Je n'ai sans doute pas saisi le sens de la question du député. Je lui dirai donc que je suis entièrement d'accord avec l'affirmation du premier ministre que le voyage du *Manhattan* ne porte aucunement atteinte à la souveraineté du Canada.

M. MacInnis: Le premier ministre ayant dit hier soir à la télévision qu'il n'espérait rien de son voyage dans l'Ouest, le ministre considère-t-il ce voyage comme stupide?

L'HABITATION

LA RÉNOVATION URBAINE—LES ENGAGEMENTS ENVERS LA VILLE D'HAMILTON

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État (M. Andras) chargé de l'habitation. Le ministre ayant eu des entretiens avec des représentants de la ville d'Hamilton au cours desquels il aurait, sauf erreur, étudié avec eux la question des programmes de rénovation urbaine, pourrait-il nous dire ce qui s'est passé lors de cette réunion et s'il y a eu

engagement formel à l'égard du projet de rénovation de la ville d'Hamilton pour ce qui est de la rue York?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Il n'y a pas eu de tel engagement formel, seulement la promesse d'une décision le plus tôt possible. Je souhaite pouvoir annoncer des décisions relatives aux projets de rénovation urbaine bientôt. J'avais cru pouvoir le faire aujourd'hui, mais je constate qu'il me faut de plus amples renseignements à la fois du gouvernement et de certaines localités. Je souhaite être en mesure d'agir le plus tôt possible, car je me rends compte que les délais causent des difficultés.

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, dois-je comprendre, d'après les propos du ministre, qu'il ne compte se rendre dans aucun centre urbain avant de faire son annonce, mais qu'il rencontrera plutôt les représentants de ces centres à Ottawa.

L'hon. M. Andras: Je ne vois pas comment on peut en arriver à une pareille conclusion. Il sera peut-être nécessaire que je me rende dans certains centres mais, d'autre part, plusieurs représentants des municipalités sont venus me voir. Nous échangerons peut-être des visites.

M. Alexander: Une autre question complémentaire, monsieur l'Orateur. Si vous me le permettez. Dois-je comprendre alors que le ministre ne pourra rendre de décision avant...

M. l'Orateur: A l'ordre. Mon indulgence a des limites. La question est irrégulière.

L'AGRICULTURE

LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE À SON RETOUR DE L'OUEST

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre suppléant? Comme on a dit tantôt que le premier ministre était actuellement dans l'Ouest du Canada pour recueillir des renseignements de première main sur les conditions économiques dans cette région, pouvons-nous avoir l'assurance que le premier ministre fera une déclaration à la Chambre à son retour sur les intentions et la politique du gouvernement en ce qui concerne la situation économique dans l'Ouest du Canada?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Comme nous l'avons déjà dit, monsieur l'Orateur, en réponse à plusieurs questions, certaines décisions ne peuvent être différées trop longtemps comme, par exemple, celle qui concerne le prix initial du blé,